

APERÇU
3

2011 POLITIQUES ALIMENTAIRES
MONDIALES
RAPPORT IFFPRI®

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES



À propos de L'IFPRI

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a été créé en 1975 pour identifier et analyser différentes stratégies et politiques nationales et internationales visant à satisfaire de façon durable les besoins alimentaires du monde en développement, en mettant un accent particulier sur les pays à faible revenu et sur les groupes les plus pauvres dans ces pays. Bien que les efforts de recherche aient pour objectif précis de contribuer à réduire la faim et la malnutrition, les facteurs pris en compte sont multiples et très divers, et exigent une analyse de processus sous-jacents au-delà d'une définition étroite du secteur alimentaire. Le programme de recherche de l'institut reflète une collaboration à l'échelle mondiale entre gouvernements et institutions des secteurs privés et publics intéressés à augmenter la production alimentaire et à améliorer l'équité de sa distribution. Les résultats de recherche sont diffusés aux responsables de politiques, aux faiseurs d'opinion, aux administrateurs, aux analystes de politiques, aux chercheurs et à tous ceux qui sont concernés par les politiques alimentaires et agricoles nationales et internationales.

L'IFPRI est l'un des membres du Consortium du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR).

2011 POLITIQUES ALIMENTAIRES
MONDIALES
RAPPORT IFPRI®
INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

Copyright © 2012 International Food Policy Research Institute. Tous droits réservés. Des éléments de ce document peuvent être reproduits à des fins personnelles et non lucratives sans l'autorisation expresse par écrit de l'IFPRI, mais avec indication de la source. Pour toute reproduction du contenu de ce document à des fins commerciales ou lucratives, une autorisation expresse par écrit doit être obtenue de la Division de Communications de l'IFPRI à l'adresse électronique ifpri-copyright@cgiar.org.

International Food Policy Research Institute
2033 K Street, NW
Washington, DC 20006-1002, USA
Téléphone: +1-202-862-5600
www.ifpri.org

ISBN: 978-0-89629-548-3

DOI: 10.2499/9780896295483

CRÉDITS PHOTOS

Image de couverture: © 2011 Tim Dirven/Panos

Images des chapitres: Page x © 2011 Tim Dirven/Panos; page 14 © 2011 G.M.B. Akash/Panos;
page 24 © 2011 Sven Torfinn/Panos; page 38 © 2011 Patrick Brown/Panos;
page 48 © 2008 Warren Clarke/Panos; page 54 © 2010 Jenny Matthews/Panos;
page 62 © 2011 Sven Torfinn/Panos; page 68 © 2011 Zerihun Sewunet/ILRI;
page 78 © 2011 Fernando Molerés/Panos.

CRÉATION GRAPHIQUE

Couverture: Julia Vivalo / Livre et mise en page: David Popham.

Table des matières

Préface

i

Remerciements

CHAPITRE 1 **Synthèse : Principaux développements en matière de politique alimentaire en 2011**

Shenggen Fan, IFPRI

Les facteurs qui ont influencé la politique alimentaire en 2011

CHAPITRE 2 **Prix alimentaires : Les montagnes russes**

Maximo Torero, IFPRI

CHAPITRE 3 **Catastrophes : Un air de déjà-vu dans la Corne de l’Afrique**

Derek Headey, IFPRI

CHAPITRE 4 **Changement climatique et agriculture : Des progrès timides et de nouvelles preuves indubitables**

Gerald C. Nelson et Tolulope Olofinbiyi, IFPRI

CHAPITRE 5 **Biocarburants, environnement et alimentation : L’histoire se complique**

David Laborde et Siwa Msangi, IFPRI

CHAPITRE 6 **Agriculture, nutrition et santé : Relier les points**

Rajul Pandya-Lorch, Heidi Fritschel, Zhenya Karelina et Sivan Yosef, IFPRI

CHAPITRE 7 **Dégradation des sols : Des terres sous pression**

Ephraim Nkonya, Jawoo Koo et Paswel Marennya, IFPRI;

Rachel Licker, University of Wisconsin, Madison

CHAPITRE 8 **Nouveaux acteurs : Leur accession au système alimentaire mondial**

Kevin Chen et P. K. Joshi, IFPRI

CHAPITRE 9 **Développements régionaux : La politique alimentaire prend forme au niveau local**

Outils et indicateurs pour la politique alimentaire

Notes

Collaborateurs

Préface

Depuis 2007, deux séries d'envolée des prix alimentaires ont provoqué la faim ou la malnutrition pour des millions de personnes. Les facteurs de la hausse des prix qui avaient contribué à la crise de 2007-2008 ont refait leur apparition en 2011, à savoir la baisse du taux de croissance de la productivité agricole, le niveau élevé des prix de l'énergie responsable de l'expansion de la production de biocarburants, la dépréciation du dollar EU, une forte demande en produits agricoles par les économies émergentes, et les chocs climatiques. Compte tenu de la complexité des forces à l'œuvre, les politiques alimentaires nécessaires pour garantir l'accès à une alimentation saine, en quantité suffisante, nutritive et durable doivent aller au-delà de la production agricole traditionnelle. Dans de telles circonstances, la demande de recherches fondées sur des données probantes susceptibles de soutenir ces politiques est plus forte que jamais. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) produit des biens publics mondiaux qui répondent à ce besoin.

Le Rapport sur les politiques alimentaires mondiales de l'IFPRI pour l'année 2011, le premier d'une nouvelle série annuelle, passe en revue de façon approfondie et contextuelle les grands événements et développements en matière de politiques alimentaires de l'année précédente. Il pose et répond aux questions clés suivantes : Que s'est-il passé en 2011 en matière de politiques alimentaires et pourquoi ? Quels sont les défis et opportunités qui en ont résulté ? Qu'aurait-on pu faire différemment ? Que faut-il faire à l'avenir ?

En 2011, l'agriculture est passée au premier rang de l'agenda du développement international. Outre sa capacité à produire une alimentation adéquate, l'agriculture a finalement été reconnue pour son rôle primordial dans l'amélioration de la nutrition et de la santé, dans l'utilisation durable de la terre et d'autres ressources naturelles, et dans les solutions qu'elle apporte face aux menaces globales comme le changement climatique. Les investissements dans le secteur agricole sont en nette progression, avec des contributions en provenance à la fois des pays industrialisés et des économies émergentes et en développement, du secteur privé, et des entités philanthropiques. Au-delà des investissements plus importants, les responsables de politiques ont également renforcé la collaboration internationale, en particulier dans leurs efforts pour maîtriser la volatilité des prix alimentaires par la mise à disposition de meilleures informations de marché. Cette élaboration des politiques à l'échelle mondiale doit se poursuivre en tenant compte du fait que les législations d'un pays (particulièrement les politiques commerciales et environnementales en matière de biocarburants) peuvent nuire à la sécurité alimentaire d'autres pays. Les réunions consacrées aux priorités internationales, comme la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20) en juin 2012, ne peuvent pas ignorer les préoccupations des pauvres de la planète. Mais, comme nous le rappelle tragiquement la crise humanitaire dans la corne de l'Afrique, les programmes de recherche et le partage de l'information ne suffisent pas à désamorcer ou résoudre un problème ; des actions préventives sont également nécessaires.

Les thèmes abordés dans le Rapport sur les politiques alimentaires mondiales de l'IFPRI pour l'année 2011 ont été sélectionnés suite à de nombreuses consultations d'un conseil consultatif stratégique composé de responsables de politiques, de chercheurs et d'autres experts. Ces derniers se sont efforcés de représenter les questions de politique alimentaire les plus fondamentales, pertinentes et largement applicables qui ont émergé au cours de l'année 2011. Le conseil d'administration et les cadres de l'IFPRI ont ensuite fait part de leurs remarques sur les principaux sujets de développement et de recherche, tandis qu'était passée en revue la presse écrite et audiovisuelle de 2011. Finalement, des responsables de politiques et des experts alimentaires de premier plan ont été interrogés sur la façon la plus efficace de capter les perspectives nationales et régionales.

Des experts, des chercheurs et autres parties prenantes ont apporté leurs contributions sur des sujets susceptibles de conduire à de nouveaux développements en matière de politique alimentaire, ou bien à un changement profond dans les politiques alimentaires, ou encore à une nouvelle façon d'envisager les questions de politique alimentaire. Les sujets sont d'envergure régionale ou globale, et reflètent des résultats de recherche de haute qualité ainsi que des opinions d'experts qui amélioreront la qualité des débats.

Le Rapport sur les politiques alimentaires mondiales de l'IFPRI pour l'année 2011 est le premier du genre, et j'espère qu'il contribuera à enrichir un programme de recherche susceptible d'éclairer de bonnes politiques alimentaires au bénéfice des plus pauvres et vulnérables de la planète. Merci d'envoyer vos réactions, vos commentaires et vos suggestions à ifpri@cgiar.org. Je vous en remercie d'avance.

SHENGGEN FAN
Directeur général

Remerciements

Ce rapport a été préparé sous la direction générale de Shenggen Fan accompagné d'une équipe composée de Alexander J. Stein, Zhenya Karelina, Klaus von Grebmer, Rajul Pandya-Lorch, et Gwendolyn Stansbury.

Il a grandement bénéficié des connaissances stratégiques d'un comité de conseillers comprenant Robert Bos, Margaret Catley-Carlson, Marion Guillou, Monty Jones, Agnes M. Kalibata, Michiel A. Keyzer, Justin Y. Lin, Mari E. Pangestu, Martin Pineiro, Prabhu Pingali, Beatriz da Silveira Pinheiro, Keming Qian, M. S. Swaminathan, Eric Tollens, Rhoda Tumusiime, Joachim von Braun, Emorn Wasantwisut, et Derek Yach. Le conseil d'administration de l'IFPRI ainsi que les membres de son équipe de direction ont également fourni des directives et des contributions.

De nombreuses personnes ont également apporté des contributions tant à la rédaction du texte qu'aux données : Perrihan Al-Riffai, Kym Anderson, Suresh Babu, Ousmane Badiane, Nienke Beintema, Samuel Benin, Deborah Brautigam, Clemens Breisinger, Bruce Campbell, Rahul Chaturvedi, Kevin Chen, Cindy Cox, S. Mahendra Dev, Betina Dimaranan, Paul Dorosh, Olivier Ecker, Shenggen Fan, Heidi Fritschel, Sara Gustafson, Derek Headey, Jikun Huang, Kabba Joiner, P. K. Joshi, Suneetha Kadiyala, Zhenya Karelina, Jawoo Koo, David Laborde, Rachel Licker, Tsitsi Makombe, Sohail J. Malik, Paswel Marenya, Geraldo B. Martha Jr., John McDermott, Ruth Meinzen-Dick, Siwa Msangi, Gerald Nelson, Alejandro Nin Pratt, Ephraim Nkonya, Tolulope Olofinbiyi, Steven Were Omamo, Robert Paarlberg, Amanda Palazzo, Rajul Pandya-Lorch, Amber Peterman, Prabhu Pingali, Beatriz da Silveira Pinheiro, Nilam Prasai, Agnes Quisumbing, Jagdeesh Rao Puppala, Claudia Ringler, M. S. Swaminathan, Maria Theresa Tenorio, Peter Timmer, Maximo Torero, Klaus von Grebmer, Stanley Wood, Derek Yach, Sivan Yosef, et Bingxin Yu.

Le rapport reflète également les réflexions des personnes suivantes sur les facteurs qui ont influencé les politiques alimentaires en 2011 : Bekele Geleta, José Graziano da Silva, Marion Guillou, Jeremy Hobbs, Michiel A. Keyzer, Rachel Kyte, Jiayang Li, Justin Yifu Lin, David Nabarro, Kanayo Nwanze, John Parker, Carlos Perez del Castillo, Keming Qian, Rajiv Shah, Josette Sheeran, Kathy Spahn, Eric Tollens, Joachim von Braun, et Emorn Wasantwisut.

La production de ce rapport a été confiée au Département Publications de l'IFPRI, y compris Adrienne Chu, Patricia Fowlkes, Heidi Fritschel, Corinne Garber, Michael Go, Marcia MacNeil, Lucy McCoy, Andrea Pedolsky, David Popham, Ashley St. Thomas, Julia Vivalo, et John Whitehead. Joanna Brzeska, Zhenya Karelina, Tolulope Olofinbiyi, et Ana Ramirez ont également été d'une aide précieuse aux recherches.

Le rapport a aussi bénéficié énormément d'un examen attentif par les pairs de la part du Comité de lecture des publications de l'IFPRI, présidé par Gershon Feder, et par de nombreux chercheurs et experts anonymes qui ont passé en revue les recherches et ont fourni des commentaires utiles sur les versions préliminaires du rapport.



Principaux développements en matière de politique alimentaire en 2011

Shenggen Fan, IFPRI



L'ANNÉE 2011 A MIS EN LUMIÈRE LES DIFFICULTÉS persistantes qui entravent la sécurité alimentaire, de la volatilité des prix aux chocs climatiques extrêmes, de la famine aux troubles civils et aux conflits. Sur le plan politique, d'importants développements tant au niveau mondial que national se sont révélés porteurs d'espoir mais ont aussi permis d'identifier certains domaines où de plus amples actions sont nécessaires.

Commençons par les bonnes nouvelles : après avoir été négligées pendant de nombreuses années, l'agriculture et la sécurité alimentaire figurent de nouveau à l'ordre du jour des programmes politiques et de développement. L'Inde comme la Chine ont continué d'augmenter leurs dépenses consacrées à la sécurité alimentaire et la productivité agricole. Une vingtaine de pays africains ont adopté des plans nationaux d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire. Par ces derniers, ils consacrent 10 % de leur budget national à l'agriculture en vue d'atteindre une croissance agricole de 6 % par an. L'USAID, l'agence américaine pour le développement international, a continué de faire avancer son Initiative alimentaire pour l'avenir (*Feed the Future Initiative*) mise en place en 2010 tandis que le Groupe de la Banque mondiale a maintenu au même niveau ses engagements annuels envers l'agriculture et les secteurs connexes, qu'il venait récemment de porter à 6 milliards de dollars EU. Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), un partenariat mondial pour le développement durable dont l'IFPRI est membre, a amorcé un ensemble de programmes de recherche innovants et de grande envergure en 2011. Enfin, la Fondation Bill et Melinda Gates a révisé sa stratégie agricole, qui porte dorénavant une attention particulière au développement agricole en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

Plus généralement, il semble que l'agriculture ait plus souvent été appréhendée comme un élément d'un contexte plus large. Il paraît de plus en plus évident que l'agriculture contribue non seulement à la production alimentaire, mais aussi à la nutrition et à la santé humaines — des conditions qui, à leur tour, peuvent influencer la productivité agricole et la croissance économique générale. L'agriculture constitue également un élément important de plusieurs autres systèmes interdépendants. Elle est étroitement liée à l'eau, aux terres et à l'énergie, sur lesquelles des pressions croissantes sont exercées, à l'instar de l'agriculture. De plus, plusieurs événements de 2011 ont mis en lumière à quel point la sécurité alimentaire — c'est-à-dire la possibilité d'accéder à des aliments sains, nourrissants et en quantité suffisante pour maintenir une vie saine et active — est liée aux autres notions de sécurité. Parmi celles-ci, on peut citer la sécurité économique (associée à l'emploi, aux salaires et au sexe), la sécurité sociopolitique (associée aux inégalités, à la gouvernance et aux conflits) et la sécurité environnementale (associée aux ressources naturelles).

Aux nouveaux courants de pensée se sont joints de nouveaux acteurs ayant fait leur apparition dans le système alimentaire mondial. Pour la première fois, en 2011, les ministres de l'agriculture des pays du Groupe des 20 (G20) se sont rencontrés et ont convenu d'unir leurs efforts afin de combattre la volatilité des prix alimentaires et l'insécurité alimentaire. Les économies émergentes telles que le Brésil, la Chine et l'Inde ont gagné en influence dans les décisions internationales, passant du rôle de bénéficiaires de l'aide internationale à celui de donateurs et de partenaires commerciaux dotés de leurs propres ambitions mondiales.

Cette synthèse passe en revue les principaux développements de 2011 en matière de politique alimentaire, dont le détail pourra être trouvé dans les autres chapitres de ce rapport qui analysent l'année de manière approfondie.

PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET VOLATILITÉ

À l'échelle mondiale, le prix des produits alimentaires a augmenté au cours de la première moitié de l'année 2011, avant d'enregistrer une baisse au cours de la seconde moitié. L'indice des prix alimentaires de l'Organisation des Nations

Unies pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organization*), qui mesure l'évolution mensuelle du prix international d'un panier de produits alimentaires, a atteint un niveau record en février avant de connaître une baisse régulière de juin à décembre, terminant à un niveau inférieur par rapport au reste de l'année. Pour autant, la volatilité des prix alimentaires est restée prononcée en 2011.

Les facteurs qui avaient provoqué une augmentation des prix alimentaires en 2007-08 ont réapparu au cours de la crise de 2010-11. Pour l'essentiel, ils portent sur le cours élevé du pétrole, les politiques favorisant l'expansion de la production de biocarburants, l'augmentation du nombre de chocs climatiques tels que les sécheresses et les inondations et l'essor de la demande en provenance des économies émergentes. De surcroît, comme les réserves de céréales sont au plus bas et qu'une poignée de pays seulement exporte des céréales de base, le monde reste à la merci de la fluctuation des prix alimentaires. Toutefois, en raison du niveau élevé des récoltes dans les principales régions de production et de la remontée du dollar des États-Unis, les prix libellés en dollars ont baissé au cours de la seconde moitié de l'année.

Quel est l'impact de cette augmentation et de cette volatilité sur les prix pour les personnes pauvres ? L'augmentation des prix alimentaires ampute le budget des consommateurs pauvres mais elle peut aussi accroître le revenu des producteurs pauvres, s'ils produisent plus qu'ils ne consomment. Par contre, la volatilité des prix alimentaires est préjudiciable aussi bien pour les consommateurs que pour les producteurs : elle alimente l'incertitude, et rend plus difficile pour les ménages la prévision de leurs dépenses alimentaires et la planification de leur production. Toutefois, l'impact spécifique de la volatilité des prix sur les habitudes alimentaires des pauvres, et en particulier des femmes et des enfants, demeure encore méconnu. Par exemple, des recherches menées sur la crise des prix alimentaires de 2007-08 en Éthiopie ont révélé que les ménages ayant une femme pour chef de famille étaient particulièrement vulnérables aux chocs des prix alimentaires.

Les fluctuations des prix alimentaires ont stimulé la mise en place de nouvelles politiques et initiatives au cours de l'année. Comme indiqué plus haut, les ministres de l'agriculture des pays du

G20 se sont réunis afin d'élaborer un plan d'action visant à limiter la volatilité des prix, réglementer les marchés de produits de base et promouvoir la productivité agricole à long terme. Vers la fin de l'année, les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, auxquels se sont joints la Chine, le Japon et la Corée du Sud (connus collectivement comme ASEAN+3) ont mis en place une réserve de sécurité en riz pour assurer la sécurité alimentaire à long terme dans la région.

Certaines politiques nationales élaborées en réaction à l'évolution des prix alimentaires ont pu avoir pour effet d'accentuer les tensions exercées sur le système alimentaire mondial. C'est, par exemple, le cas de la Thaïlande, le plus grand pays exportateur de riz blanchi dans le monde, qui, pour augmenter les revenus de ces producteurs, a mis en place un système de subvention du riz qui a menacé de réduire ses exportations et de contribuer ainsi à l'augmentation du cours mondial du riz comme le montre la tendance observée au cours du second semestre. D'autres pays, tels que la Chine, ont quant à eux décidé d'augmenter leurs importations de céréales afin de construire des réserves stratégiques, nourrissant par là-même des inquiétudes concernant une contraction des marchés des céréales.

CHOC D'ORIGINE NATURELLE ET HUMAINE

En 2011, le monde a connu des catastrophes naturelles qui comptent parmi les plus sévères jamais enregistrées. Séisme de magnitude 9.0 et tsunami au Japon, tempêtes ou inondations de forte intensité au Brésil, au Pakistan, aux Philippines, en Thaïlande et aux États-Unis et sécheresse dans la Corne de l'Afrique : autant d'événements qui ont provoqué de fortes pertes économiques au cours de l'année. Selon la base de données internationale sur les catastrophes naturelles, plus de 200 de celles-ci ont eu lieu au cours de l'année, affectant près de 100 millions de personnes à travers le monde. Selon les estimations de Munich Re, une compagnie de réassurance basée en Allemagne, les catastrophes naturelles de 2011 ont provoqué des pertes économiques s'élevant au niveau record de 380 milliards de dollars EU, soit plus du double des pertes de 2010 et bien plus que l'ancien record de 2005. Les personnes pauvres et mal nourries sont particulièrement exposées à ces chocs naturels.

Dans la Corne de l'Afrique, la sécheresse provoquée par plusieurs mauvaises saisons de pluies consécutives, a atteint une intensité inégalée depuis 60 ans. Ces conditions ont entraîné une crise de grande envergure dans la région, qui s'est avérée particulièrement catastrophique en Somalie. Dans de nombreuses parties de la Corne, notamment les basses terres, cette crise s'est traduite par des pertes de culture significatives, une importante diminution des pâturages, une montée en flèche des prix alimentaires et une mortalité élevée du bétail et des populations. Cette situation tragique a attiré l'attention tardive des instances politiques et des médias alors qu'étaient touchées plus de 13 millions de personnes, principalement des pasteurs et des agriculteurs, dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle se trouvait fortement menacée. L'insécurité alimentaire et la sous-alimentation ont été particulièrement aiguës parmi les groupes vulnérables, tels que les femmes et les enfants. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, plus de 320 000 enfants auraient souffert de malnutrition au plus fort de la crise.

Si dans la Corne de l'Afrique, les sécheresses ne sont pas nouvelles, l'ampleur de la crise de 2010-11 aura été exceptionnelle. Bien que l'exposition aux chocs naturels soit inévitable, la vulnérabilité des populations face à ces chocs ne l'est pas. Pour réduire cette vulnérabilité, il faut renforcer les capacités des sociétés à faire face aux catastrophes, mais aussi renforcer leur résilience en cas de choc futur. Étant donné la sévérité de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et la fréquence des urgences humanitaires dans la région, il semble nécessaire de mener des efforts concertés en vue d'une transformation en conjuguant innovation, expérimentation et engagement politique pour renforcer la résilience et atténuer les stress chroniques qui entravent également les progrès dans la région.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les événements climatiques de 2011, plus extrêmes que jamais, portent à croire que le changement climatique exercera des pressions supplémentaires sur l'agriculture au cours des prochaines décennies. L'année 2011 nous a également apporté des preuves supplémentaires de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et de l'impact du changement climatique sur la productivité agricole, qui se fait d'ores et déjà ressentir.

Les progrès encourageants accomplis au cours des conventions climatiques annuelles de 2010 à Cancun et de 2011 à Durban ont permis de soulager le sentiment de déception né de l'échec des négociations de Copenhague en 2009, qui n'avaient pas abouti à des engagements contraignants, et ont renforcé la position de l'agriculture dans les négociations mondiales sur le changement climatique. La création de la plateforme de Durban pour l'action approfondie (*Durban Platform for Enhanced Action*) en fut l'un des plus grands aboutissements. Cette plateforme, qui inclut tous les signataires du Protocole de Kyoto ainsi que les États-Unis, est un mécanisme qui vise à élaborer

d'ici 2015 un traité dont l'objectif sera de parvenir d'ici 2020 à un accord juridiquement contraignant aussi bien pour les pays développés que pour les pays en développement.

En dehors du cadre formel des négociations, les pays et régions entreprennent individuellement des efforts pour s'adapter au changement climatique ou en atténuer les effets, même si le contexte macroéconomique est difficile. Par exemple, la Chine, l'Inde et le Kenya ont tous entrepris d'importantes activités d'adaptation et d'atténuation dans le domaine de l'agriculture. Les progrès aux niveaux national et sous-national ne devraient toutefois pas occulter le principe

ACTIONS & ÉVÉNEMENTS RELATIFS À LA POLITIQUE ALIMENTAIRE EN 2011

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL SUR L'AGRICULTURE

À l'occasion du Forum économique mondial en Suisse, une « Nouvelle vision de l'agriculture » est présentée pour promouvoir des solutions axées sur le marché en vue d'accélérer une croissance agricole durable.

28 janvier

DOCUMENT N°1 DE LA CHINE

Pour la huitième année consécutive, le Document N°1 de la Chine porte sur la conservation de l'eau et les infrastructures hydriques en raison des sécheresses et des inondations de l'année précédente.

29 janvier

CONFÉRENCE DE L'IFPRI SUR LA NUTRITION ET LA SANTÉ

Plus de 1000 personnes participent à la conférence organisée par l'IFPRI « Leveraging Agriculture for Improving Nutrition and Health » (L'effet de levier de l'agriculture pour améliorer la nutrition et la santé) organisée à New Delhi, en Inde.

10 - 12 février

RÉUNION DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE DU G20

La réunion des ministres de l'agriculture du G20 à Paris - la première réunion de ce genre - aboutit sur une proposition pour combattre la volatilité des prix et renforcer la sécurité alimentaire.

22-23 juin

SOMMET DU FORUM AFRIQUE-INDE

Au cours du second Sommet du Forum Afrique-Inde organisé à Addis-Abeba en Éthiopie, sous le thème « Pour un partenariat renforcé : une vision partagée », les dirigeants présentent un cadre de renforcement de la coopération entre les pays africains et l'Inde.

24-25 mai

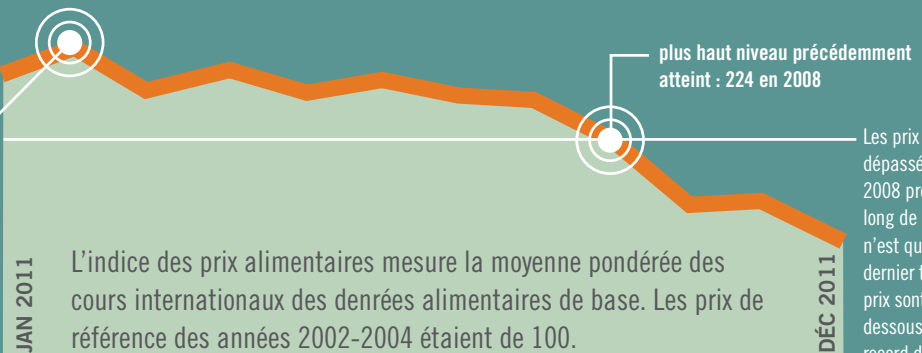
JAN FÉV MAR AVR MAI JUIN

L'INDICE DES PRIX ALIMENTAIRES AU PLUS HAUT

238

FÉVRIER 2011

le plus haut niveau de l'histoire de l'IPA



de responsabilités communes mais différenciées inscrit dans le texte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Au contraire, ces activités nationales et sous-nationales pourraient constituer la base d'un accord multilatéral contraignant visant à poursuivre les stratégies de développement à faibles émissions.

BIOCARBURANTS

En 2011, c'est dans l'Union européenne, aux États-Unis et au Brésil qu'ont eu lieu les principales évolutions politiques en matière de biocarburants. Aux États-Unis, la loi de 2011 sur l'expansion

du marché des biocarburants (*Biofuels Market Expansion Act*) est entrée en vigueur tandis que le débat s'est centré sur la question d'une éventuelle abrogation du crédit d'impôt fondé sur le volume d'éthanol (*Volumetric Ethanol Excise Tax Credit*) accordé lorsque de l'éthanol est mélangé à l'essence. En effet, les recherches semblent indiquer que ce crédit d'impôt, conjugué à l'obligation d'ajouter un biocarburant, se traduit aussi bien par une dégradation du niveau de vie que par une réduction de l'efficacité. De plus, une Table ronde pour des biocarburants durables a été lancée en tant que mécanisme de certification des producteurs de biocarburants qui respectent les

L'ONU SE CONCENTRE SUR LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES

La toute première Assemblée générale des Nations Unies sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles déclare qu'il est nécessaire d'adopter une approche pangouvernementale incluant le secteur agricole.

19-20 septembre

L'ONU SUR LA DÉGRADATION DES SOLS

L'Assemblée générale des Nations Unies appelle à la construction d'un monde « neutre » en termes de dégradation des sols, un objectif qui s'aligne sur le thème de l'économie verte abordé par la Conférence « Rio+20 », la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

19-20 septembre

LA RUSSIE LÈVE L'INTERDICTION D'EXPORTATION DE CÉRÉALES

La Russie lève l'interdiction d'exportation de céréales qu'elle avait imposée l'année précédente après la destruction d'une grande partie de sa récolte annuelle par des incendies de forêt.

1^{er} juillet

L'ONU DÉCLARE L'ÉTAT DE FAMINE EN SOMALIE

Les Nations Unies annoncent que la sécheresse dans la Corne de l'Afrique a provoqué une véritable situation de famine dans certaines régions de Somalie.

20 juillet

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE/NUTRITIONNELLE EN AFRIQUE

La Journée africaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle se déroule pour la deuxième fois, avec pour thème « Investir dans le commerce intra-Afrique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle ».

31 octobre

RÉSERVE DE RIZ D'URGENCE DE L'ASEAN

L'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), ainsi que trois ministères, approuvent la mise en place d'un programme de réserve de riz d'urgence.

7 octobre

LOI NATIONALE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN INDE

Le gouvernement indien introduit par voie parlementaire une nouvelle loi nationale sur la sécurité alimentaire, passant ainsi à une approche de la sécurité alimentaire axée sur les droits.

22 décembre

LA CONFÉRENCE DE BONN 2011 SE PENCHE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Allemagne accueille la Conférence Bonn 2011 sur les liens entre eau, énergie et sécurité alimentaire en préparation à la Conférence Rio+20 sur le développement durable.

16-18 novembre

ONU : ACCORD SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Durban en Afrique du Sud, les délégués approuvent l'adoption, d'ici 2015, d'un accord universel contraignant sur le changement climatique.

28 novembre-9 décembre

JUIL

AOU

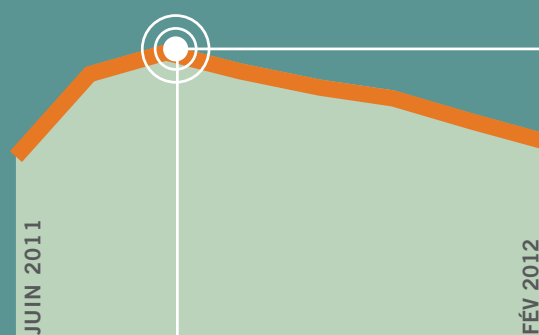
SEP

OCT

NOV

DÉC

COMBIEN DE PERSONNES SOUFFRAIENT DE LA FAIM ? CRISE ALIMENTAIRE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE



SEPTEMBRE 2011

Dans la Corne de l'Afrique, plus de 13,3 millions de personnes ont été touchées par l'une des sécheresses les plus intenses de ces 60 dernières années.

10 mois

en novembre 2010, le système d'alerte rapide prévient la région d'une crise imminente

11 millions

le nombre de personnes ciblées pour bénéficier de l'aide alimentaire au plus fort de la crise

normes d'impact minimal sur l'environnement et adoptent des pratiques de travail équitables. Cette certification devrait faciliter la conformité de ces producteurs avec les réglementations de l'Union européenne tout en créant un « label écologique » qui pourrait leur permettre de vendre à un prix plus avantageux alors que le marché continue de se développer.

Les impacts environnementaux de la production de biocarburants ont été abondamment étudiés par l'Union européenne au cours de l'année 2011. Relativement à cette production, l'une des questions les plus cruciales concerne le changement indirect d'affectation des terres, c'est-à-dire à savoir si l'affectation croissante des terres à la culture de biocarburants se traduit par une conversion d'espaces naturels en terres cultivées, ce qui diminuerait le potentiel de la production de biocarburants à réduire les émissions de carbone. En date de décembre 2011, la Commission européenne n'avait pas encore rendu public son rapport sur les impacts des biocarburants, mais une fois que les recherches auront apporté des preuves plus concluantes de cet impact et défini diverses options politiques, la région devrait pouvoir être en mesure d'adapter sa directive sur les énergies renouvelables.

Le Brésil, la Chine et l'Inde ont eux aussi développé et révisé significativement leurs politiques relatives aux biocarburants, ce qui pourrait avoir un impact important sur la sécurité alimentaire aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs frontières.

Enfin, la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi au Japon, survenue également en 2011, a relancé le débat sur les risques potentiels de l'énergie nucléaire, si bien qu'un certain nombre de pays réduisent ou éliminent progressivement leur dépendance sur ce type d'énergie. Ce débat pourrait inciter certains pays à se tourner vers la bioénergie, provoquant ainsi de nouvelles augmentations des prix alimentaires mondiaux.

LE LIEN ENTRE ALIMENTATION ET AGRICULTURE

Dans un environnement de plus en plus interconnecté, les responsables politiques ont commencé à reconnaître plus ouvertement les liens entre agriculture et nutrition, santé, eau et énergie.

Le trinôme agriculture-nutrition-santé est apparu sur le devant de la scène en 2011 avec la conférence internationale « Leveraging Agriculture for Improving Nutrition and Health » (*l'effet de levier de l'agriculture pour améliorer la nutrition et la santé*) organisée à New Delhi par l'IFPRI dans le cadre de son Initiative Vision 2020. Cette conférence a inspiré et soutenu une grande variété d'initiatives nouvelles, y compris le lancement par le CGIAR d'un important programme de recherche intitulé « Agriculture for Improved Nutrition and Health » (*L'agriculture pour l'amélioration de la nutrition et de la santé*). En outre, plusieurs organismes de développement ont également commencé à concevoir ou remodeler leurs programmes en vue de mieux exploiter les liens entre agriculture, nutrition et santé. C'est le cas par exemple de l'USAID avec son Initiative alimentaire pour l'avenir ou encore du Département britannique pour le développement international (DFID). En 2011, 24 pays présentant un taux élevé de sous-nutrition ont rejoint l'initiative pour le renforcement de la nutrition (*Scaling Up Nutrition initiative*), un mouvement qui réunit gouvernements, société civile, secteur privé, institutions de recherche et les Nations Unies avec pour objectif d'aider les pays à élaborer des plans nationaux sensibles aux problèmes de nutrition. Ce mouvement bénéficie également de l'appui de plus de 100 organisations. En Afrique subsaharienne, des efforts ont été menés au niveau continental, régional et national pour incorporer les questions de nutrition et de santé aux stratégies de développement agricole. Ces efforts ont revêtu la forme d'ateliers, de conférences et de plans d'action. Par exemple, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition ont conclu un accord pour développer un programme quinquennal commun visant à intégrer pleinement la sécurité nutritionnelle dans le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (*Comprehensive Africa Agriculture Development Programme*).

Les liens entre alimentation, eau et énergie ont également été mis en exergue en fin 2011 par le biais de la conférence « Liens entre eau, énergie et sécurité alimentaire » organisée à Bonn (Allemagne). L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organization*) a ajouté un volet

à sa série de rapports sur l'état du monde avec un rapport intitulé « L'État des ressources mondiales en terres et en eau » qui examine la disponibilité des terres cultivables, le degré de dégradation des sols et les institutions responsables de la gestion des ressources en terres et en eau qui se raréfient.

Malgré les avancées, de plus amples efforts doivent être menés pour profiter au mieux des possibilités offertes par les liens entre l'agriculture et les autres secteurs. Parmi les entraves à la collaboration entre le secteur agricole et les autres domaines du développement, on peut citer le manque d'outils de mesures communs pour évaluer l'impact des interventions agricoles sur les autres résultats en matière de développement tels que la santé, la nutrition et les ressources naturelles. Enfin, il est nécessaire de conduire des recherches plus approfondies pour identifier des opportunités pour renforcer durablement les liens entre les différents secteurs et obtenir des résultats bénéfiques pour tous.

TERRES

La croissance de la population mondiale, l'augmentation de la demande en produits alimentaires, fibres et biocarburants et les flambées récentes des prix alimentaires mondiaux ont eu pour effet d'intensifier les pressions exercées sur les terres, entraînant à la fois une plus forte dégradation des terres et une augmentation des prix fonciers, en particulier en Afrique subsaharienne, en Asie de l'Est et dans certaines régions d'Amérique latine.

L'année 2011 a connu plusieurs développements importants en matière de politique foncière. L'Assemblée générale des Nations Unies a organisé une réunion de haut niveau pour aborder les questions relatives à la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse, au cours de laquelle les représentants gouvernementaux ont non seulement souligné à quel point la dégradation des sols menace la durabilité sociale, économique et environnementale mais aussi insisté sur le besoin d'investir à l'avenir dans la gestion durable des terres. Plusieurs initiatives ont été lancées afin de renforcer les systèmes de gestion durable des terres grâce à l'acquisition et au partage de connaissances, notamment le Partenariat mondial sur les sols de la FAO ainsi que l'initiative sur les aspects économiques de la dégradation des

sols (*Economics of Land Degradation Initiative*) entreprise par l'Allemagne, la Commission européenne et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Au cours de ces événements, les chercheurs de l'IFPRI ont rendu publiques de nouvelles données qui indiquent que les responsables politiques devraient prêter attention à la dégradation des sols non seulement dans les zones arides, mais aussi dans de nombreuses terres irriguées de bonne qualité. Il faudrait également redoubler d'efforts pour garantir la disponibilité des engrais dans les zones où leur utilisation est indispensable pour rendre les sols plus fertiles.

L'une des dimensions des politiques de gestion foncière qui a particulièrement monopolisé le discours public en 2011 concerne la question des acquisitions de terres par des entités non nationales, souvent désignées par le terme « accaparement des terres », en particulier en Afrique subsaharienne. De telles acquisitions ont le potentiel d'apporter aux pays en développement les investissements agricoles dont ils ont tant besoin, mais peuvent également nuire à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance des populations pauvres locales. Les transactions foncières de grande échelle peuvent aussi s'accompagner de retombées sur l'égalité entre les sexes si elles érodent les droits coutumiers des femmes. Les rapports publiés sur la question en 2011 par la FAO, la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole ont tous exhorté les gouvernements à veiller à ce que les investissements destinés à l'agriculture soient responsables et à renforcer leurs systèmes d'administration des terres dans le respect des droits, des moyens de subsistance et des ressources de tous les citoyens.

NOUVEAUX ACTEURS

De plus en plus, de nouveaux « acteurs », tels que le secteur privé, les économies émergentes et les organisations philanthropiques, viennent redéfinir la structure et la nature du paysage de la politique alimentaire mondiale. Non seulement ces nouveaux acteurs constituent une source inexploitée de soutien financier pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans les pays en développement, mais ils apportent en outre une grande diversité de connaissances et

d'expertise, mettant à jour de nouvelles pistes pour résoudre les défis que rencontre un système alimentaire mondial de plus en plus complexe.

De plus en plus, de nouveaux « acteurs », tels que le secteur privé, les économies émergentes et les organisations philanthropiques, viennent redéfinir la structure et la nature du paysage de la politique alimentaire mondiale.

En 2011, ces nouveaux acteurs ont plus que jamais participé aux processus d'élaboration des politiques alimentaires mondiales. Par exemple, le G20 semble devenir rapidement l'un des forums principaux pour la gestion des problèmes économiques mondiaux, aux côtés du G8. Le plan d'action des ministres de l'agriculture du G20 a également souligné à quel point il était important que les acteurs non étatiques, et surtout le secteur privé, fassent preuve d'un engagement plus grand dans le renforcement de la sécurité alimentaire mondiale. Les économies émergentes telles que le Brésil, la Chine et l'Inde ont consolidé leur engagement, en particulier par le renforcement de la coopération Sud-Sud. Par exemple, en 2011, la FAO et la Chine ont scellé des accords tripartites avec le Liberia et le Sénégal afin de fournir à ces derniers une assistance technique chinoise aux initiatives et aux projets de sécurité alimentaire. Parmi les développements notables, on peut citer la mise en place d'accords de coopération entre la Fondation Bill et Melinda Gates et des économies émergentes tels que le Brésil et la Chine, dans le but de favoriser les innovations agricoles et sanitaires dans les pays en développement.

D'autres initiatives apparues en 2011 témoignent de la participation croissante du secteur privé dans les efforts de renforcement de la sécurité alimentaire mondiale. Le Forum économique mondial a publié une Feuille de route pour les intervenants (*Roadmap for Stakeholders*) dans le cadre de son initiative « Une nouvelle vision de l'agriculture » qui, par la collaboration entre les sociétés partenaires du Forum, vise à promouvoir des stratégies de développement agricole durable axées sur le marché. Parallèlement,

les PDG partenaires du Forum ont contribué au développement de postures politiques sur la volatilité des prix alimentaires et l'insécurité alimentaire qui ont directement alimenté les délibérations des ministres de l'agriculture du G20. Des partenariats publics-privés ont également vu le jour afin de promouvoir la croissance agricole, de combattre la malnutrition et d'améliorer la nutrition. Par exemple, PepsiCo a signé plusieurs accords avec des organisations internationales en vue de favoriser la croissance de la production agricole (en particulier parmi les petits exploitants), mais aussi d'appuyer les efforts en matière de sécurité nutritionnelle et économique à long terme dans les pays tels que la Chine, l'Éthiopie et le Mexique. Dans la même optique, des organisations philanthropiques privées et des organisations de la société civile ont continué d'appuyer considérablement le développement agricole, la nutrition, l'allègement de la pauvreté et la gestion des ressources naturelles.

Toutefois, le potentiel de ces nouveaux acteurs n'est pas encore exploité au maximum. Par exemple, la présence du secteur privé dans de nombreuses plateformes mondiales sur la sécurité alimentaire se limite principalement aux entreprises multinationales ; il n'existe aucune plateforme véritable sur laquelle les petites entreprises puissent s'engager. Enfin, jusque récemment, aucun nouvel acteur n'est apparu au sein de la communauté traditionnelle des donateurs, représentée par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

DÉVELOPPEMENTS RÉGIONAUX

Au cours de l'année 2011, plusieurs évolutions régionales ont influé sur la sécurité alimentaire et l'agriculture, mais aussi sur le développement plus globalement.

Dans certaines régions d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, des facteurs présents depuis longtemps — du chômage des jeunes au creusement des écarts de revenu en passant par le risque élevé d'insécurité alimentaire — ont contribué à provoquer le printemps arabe, qui a eu lieu principalement en Égypte, en Lybie et en Tunisie mais aussi au Bahreïn, en Syrie et au Yémen. Pour surmonter les défis qui sont à l'origine du printemps arabe, il faudra définir des

stratégies de développement plus inclusives. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages, les gouvernements de la région devront adopter des politiques qui stimulent une croissance inclusive, par exemple en créant des emplois pour les jeunes et les pauvres, et mettre en place des filets de sécurité sociale plus larges et mieux ciblés.

En 2011, les pays africains ont effectué de grands progrès dans la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA). Ce programme constitue le cadre pan-continentale dans lequel l'Union africaine envisage de renforcer la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Six pays supplémentaires ont signé un pacte dans lequel ils s'engagent à atteindre un taux de croissance annuel de 6 % pour le secteur agricole et à consacrer au minimum 10 % de leur budget national au financement de ce secteur, ce qui porte le nombre de pays signataires à 29. Environ 20 d'entre eux ont élaboré des plans nationaux d'investissement tandis que 6 ont bénéficié des financements du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire pour un montant global de 270 milliards de dollars EU.

En Inde, le Parlement a voté la loi sur la sécurité alimentaire nationale, qui prévoit de fournir à un prix modique, du riz, du blé et des céréales secondaires à plus de la moitié de la population indienne, qui s'élève à 1,2 milliard d'habitants. Il s'agit du plan grand programme de lutte contre la faim dans le monde. Quant à la Chine, elle a annoncé son ambition de stimuler la productivité agricole par l'augmentation des investissements publics destinés à l'irrigation mais aussi à la conservation de l'eau, un domaine dans lequel elle prévoit d'investir environ 630 milliards de dollars EU au cours des 10 prochaines années.

En Amérique centrale et dans les Caraïbes, la combinaison de prix élevés et volatiles et de plusieurs catastrophes naturelles fait craindre un nouvel essor de la malnutrition dans la région. En octobre 2011, les ministres de l'agriculture des Amériques ont approuvé une déclaration soulignant l'importance de la multiplication des investissements destinés à l'agriculture afin de réduire la faim et la pauvreté et de favoriser la stabilité sociale dans l'hémisphère.

Enfin, en Europe et aux États-Unis, le soutien politique continu en faveur de la production de biocarburants, les subventions agricoles,

l'hostilité à l'égard de la biotechnologie (surtout en Europe), et les dispositifs protectionnistes ont affecté négativement le secteur agricole des pays en développement.

PERSPECTIVES POUR 2012 ET POSSIBILITÉS D'ACTION

Dans l'ensemble, l'année 2011 et les années qui l'ont immédiatement précédée ont mis en lumière des lacunes graves qui menacent le système alimentaire mondial ; parmi les plus visibles, on peut citer l'incapacité à réagir face à la volatilité des prix, les événements climatiques extrêmes et les interventions inadaptées en cas d'urgence alimentaire. Cependant, les problèmes chroniques et de longue durée, tels que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, révèlent également les aspects du système alimentaire qui pourraient être améliorés. De surcroît, plusieurs inconnues demeurent. On ne peut toujours pas affirmer avec certitude si l'économie mondiale va poursuivre son ralentissement ou connaître une reprise. Pour aborder toutes ces problématiques dans un monde aux ressources limitées, il faut continuer d'accorder une place prioritaire aux questions relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire en 2012 et au-delà.

Si aucune mesure préventive n'est prise, plusieurs zones sensibles pourraient connaître une crise alimentaire en 2012. Une fois encore, les systèmes d'alerte rapide mettent en lumière les risques posés par la sécheresse en Afrique : cette fois-ci, dans la région du Sahel comme le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal. L'expérience de la Corne de l'Afrique nous a tragiquement rappelé à quel point il est important d'agir rapidement et agressivement afin de désamorcer les crises humanitaires. L'incertitude plane également sur la situation de la Corée du Nord, un pays bénéficiaire depuis longue date de l'aide alimentaire mais qui connaît aujourd'hui une transition à la tête du pouvoir.

En 2012, les participants aux principaux événements internationaux devront continuer de donner la priorité aux questions de politique alimentaire. Le sommet du G8 qui se tiendra en mai aux États-Unis et celui du G20 qui se tiendra en juin à Los Cabos (Mexique) pourraient être l'occasion pour ces deux groupes d'accroître l'attention qu'ils portent déjà à la sécurité

alimentaire mondiale et de s'assurer que les engagements financiers pris par le passé soient respectés. Il est important que les discussions et les décisions de la conférence Rio+20 sur l'économie verte et le développement durable ne négligent pas les populations pauvres qui ont besoin d'un meilleur accès aux produits alimentaires, à l'emploi et aux ressources naturelles, tout autant que d'un système de protection sociale fiable.

Plus généralement, les responsables de l'élaboration des politiques alimentaires devront surmonter un certain nombre de défis en 2012 et au-delà. En matière d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique, les problèmes de longue durée persistent, même si des événements plus dramatiques et des crises aiguës viennent parfois les occulter. Nous serons bientôt en 2015, date-butoir de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, et il est quasiment certain que l'objectif de réduction de moitié de la faim dans le monde ne sera pas atteint. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne notamment, le taux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle demeure alarmant malgré les progrès réalisés ces dernières années. De plus, il faudra poursuivre les efforts en vue d'atteindre un accord international efficace sur le changement climatique.

Nous devons trouver de nouveaux moyens d'exploiter les liens entre l'agriculture et les autres secteurs, dont la santé, la nutrition, l'eau et l'énergie. S'ils tiennent compte des questions d'égalité des sexes, les investissements et les interventions dans ces domaines n'en seront que plus efficaces. Comme l'agriculture se trouve à l'intersection de tous ces domaines, nous devons l'utiliser comme un levier pour obtenir des résultats de portée plus générale en matière de développement. Parallèlement, il sera primordial d'établir un système mondial pour mesurer, suivre et contrôler les impacts sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'énergie et les ressources naturelles. De surcroît, en vue d'allouer les ressources de façon plus efficace, nous devrions commencer à fonder le prix des ressources naturelles et des produits alimentaires sur leur valeur totale pour la société, y compris leurs coûts sociaux et environnementaux tels que leurs impacts sur le changement climatique et la santé.

Comme toutes ces actions devront s'appuyer sur des compétences et des connaissances aux niveaux national et local, le renforcement des capacités pourra contribuer à l'amélioration des résultats.

Ces événements et ces défis n'auront pas les mêmes répercussions sur tous les pays. C'est par le biais des politiques nationales et locales que les forces mondiales se traduisent en impacts sur le terrain et, dans cette mesure, l'efficacité de la gouvernance, du leadership et de la mise en œuvre peut faire toute la différence. Certains pays pourraient fortement bénéficier d'un redoublement d'efforts pour renforcer les capacités (c'est-à-dire les compétences et les connaissances) des décideurs politiques et des responsables de l'exécution des programmes à tous les niveaux.

Ces perspectives mettent en exergue certains domaines d'action de haute priorité pour 2012. Premièrement, le G20 devrait adopter des mesures supplémentaires pour endiguer la volatilité des prix, par exemple en multipliant les efforts pour réduire la concurrence entre la production de biocarburants et la production alimentaire et pour décourager les restrictions commerciales qui exacerbent la fluctuation des prix. Deuxièmement, la communauté internationale devrait harmoniser les stratégies régionales et mondiales de croissance agricole et établir ou renforcer les institutions et les capacités nécessaires pour garantir le succès de telles stratégies. En particulier, le sommet du G8 de 2012 devrait œuvrer pour garantir que les pays industrialisés respectent leurs engagements financiers en appui à un processus de développement dirigé par les pays en développement visant à atteindre la sécurité alimentaire dans ces mêmes pays. Troisièmement, les participants à la réunion Rio+20 devraient unir leurs efforts portant sur les aspects économiques, sociaux et de durabilité environnementale et s'engager à mener des actions concrètes pour surmonter les défis à long terme en matière de développement, y compris la mauvaise alimentation, la dégradation des sols et la rareté de l'eau. Enfin, une coalition intersectorielle de grande envergure devrait travailler conjointement pour résoudre les problèmes liés à la nutrition, l'alimentation et la santé. ■

← Rétrospective Perspectives →

DES ÉVÉNEMENTS ENCOURAGEANTS...

- ▶ L'agriculture, la nutrition et la santé ont progressé dans les priorités des agendas nationaux et mondiaux, tandis que les liens entre l'agriculture, l'alimentation, la terre, l'eau et l'énergie ont eux aussi bénéficié de plus d'attention (voir Chapitre 6).
- ▶ Les principaux dirigeants politiques du monde ont fait de la politique alimentaire une priorité majeure, et le G20 s'est mis d'accord sur un Plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture.
- ▶ Au cours du Forum économique mondial, les dirigeants des entreprises et de la société civile du monde ont apporté un renouveau de dynamisme à l'agriculture en lançant leur Nouvelle vision pour l'agriculture.
- ▶ Des progrès encourageants ont été enregistrés au cours de la conférence de Durban sur le changement climatique, avec la reconnaissance du rôle potentiel de l'agriculture dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets (voir Chapitre 4).
- ▶ L'importance accordée par la Chine à sa politique agricole a porté ses fruits puisque la production totale de céréales y a dépassé 570 millions de tonnes, un nouveau record (voir Chapitre 9).
- ▶ Le parlement indien a promulgué une loi nationale sur la sécurité alimentaire afin de fournir des céréales à un prix abordable à plus de la moitié de ses 1,2 milliard d'habitants (voir Chapitre 9).
- ▶ De nouvelles initiatives telles que le Programme Feed the Future, le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et des coopérations Sud-Sud ont stimulé l'investissement dans l'agriculture.
- ▶ La promotion de la nutrition maternelle et infantile a gagné du terrain dans la mesure où il est dorénavant largement accepté que la nutrition pendant les mille jours séparant la conception du deuxième anniversaire d'un enfant sont d'une importance cruciale pour le reste de sa vie.

DES ÉVÉNEMENTS QU'ON ESPÉRAIT NE PAS VOIR SE PRODUIRE...

- ▶ Les prix alimentaires élevés et extrêmement volatils au cours de la première partie de l'année ont menacé la sécurité alimentaire de millions de personnes (voir Chapitre 2).
- ▶ Les États-Unis et l'Union européenne n'ont pas modifié leurs politiques relatives aux biocarburants pour prendre en compte leur impact sur le changement dans l'utilisation des terres et la volatilité des prix alimentaires (voir Chapitre 5).
- ▶ Le cycle de négociations commerciales de Doha n'est toujours pas achevé, permettant ainsi aux pays de maintenir en place des politiques nationales qui sapent les perspectives commerciales des pays en développement et la viabilité du système alimentaire mondial.
- ▶ L'établissement d'une norme internationale claire ou d'un « code de conduite » pour les investissements fonciers étrangers à grande échelle a bénéficié de trop peu d'attention).
- ▶ Les pays africains ne satisfont pas leur objectif de consacrer au moins 10 % de leurs ressources budgétaires nationales à l'agriculture.
- ▶ La communauté internationale a réagi lentement et trop tardivement à la catastrophe qui se déroulait dans la Corne de l'Afrique (voir Chapitre 3).
- ▶ La faim sévit toujours dans le monde : chaque jour, près d'un milliard de personnes souffrent de la faim, tandis que l'indice 2011 de la faim dans le monde considère l'état de la faim dans une vingtaine de pays comme « alarmant » ou « extrêmement alarmant ».

À SURVEILLER EN 2012

- ▶ Comment les États réagissent aux crises financières et comment cela affecte leur assistance au développement, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité nutritionnelle ?
- ▶ Quels sont les progrès réalisés dans les diverses initiatives entreprises en 2011, telles que le Plan d'action du G20 ou l'engagement réitéré du G8 d'améliorer la sécurité alimentaire ?
- ▶ Quel est l'impact des transactions non commerciales sur les marchés à terme, et celui du volume croissant des échanges de fonds indiciels sur les prix élevés et volatils des matières premières agricoles ? (voir Chapitre 2).
- ▶ À quel point l'agriculture est-elle intégrée dans les discussions sur l'environnement et la durabilité, telles que le Sommet de la Terre 2012 ou le débat sur le changement climatique ?
- ▶ Que font les nouvelles directions d'organisations telles que la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ou le Programme alimentaire mondial pour promouvoir l'agriculture et la sécurité nutritionnelle ?
- ▶ Les enseignements tirés pendant la crise dans la Corne de l'Afrique sont-ils mis en pratique pour accroître l'efficacité et l'impact des interventions visant la crise qui se profile au Sahel ou l'éventuelle crise en Corée du Nord ?
- ▶ Comment l'équilibre des pouvoirs évolue-t-il dans la recherche agricole, la technologie, la production et le commerce, sous l'effet de la pression exercée sur l'agenda agricole par les économies émergentes ? (voir Chapitre 8).
- ▶ Quels sont les pays qui réalisent le plus de progrès en direction du premier objectif du Millénaire pour le développement, et pourquoi ?

Le *Rapport sur les politiques alimentaires mondiales* pour l'année 2011 est une nouvelle publication annuelle de l'IFPRI qui livre une analyse complète, basée sur des recherches, des grands défis de la politique alimentaire aux niveaux mondial, régional, national et local. Il met en évidence les développements et événements importants intervenus en 2011 dans la politique alimentaire, en tire les enseignements, émet des recommandations pour les politiques, présente les outils et les indicateurs de politique alimentaire utilisés par l'IFPRI, et examine les perspectives pour 2012.

Ce *Rapport* rassemble des points de vue du monde entier. Ses neuf chapitres, rédigés par des chercheurs de l'IFPRI et d'autres spécialistes de la politique alimentaire, fournissent une analyse de pointe approfondie sur des sujets cruciaux tels que :

- niveaux et volatilité des prix des produits alimentaires
- catastrophes naturelles et d'origine humaine
- changement climatique
- biocarburants
- liens entre agriculture et nutrition, santé, eau et énergie
- gestion durable des terres
- développements régionaux
- nouveaux acteurs de la politique alimentaire mondiale

Le *Rapport* présente plusieurs tableaux, figures, illustrations infographiques et cartes, ainsi qu'un condensé des réflexions contenues dans les parties concernées sur ce qui a influencé la politique alimentaire en 2011.



INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE
SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

des solutions durables pour éliminer la faim et la pauvreté

Soutenu par le CGIAR

2033 K Street, NW • Washington, DC 20006-1002 • USA

T: +1.202.862.5600 • Skype: ifprihomeoffice

F: +1.202.467.4439 • ifpri@cgiar.org

www.ifpri.org



ISBN 978-0-89629-548-3



9 7808962 95483